

ABONNÉ	
Canada	\$2.50
États-Unis	\$2.50
Europe	\$2.50

Directeur: Donatien Frémont

DIEU ET MON DROIT

EN CAS DE DANGER LE CANADA AURA L'AIDE DES ETATS-UNIS

Le président Roosevelt déclare que le peuple américain ne restera pas les bras croisés si le Canada est menacé par une autre puissance.

KINGSTON, Ont. — Le président des États-Unis, M. Franklin D. Roosevelt, a déclaré à l'Université Queen's, qui venait de lui décerner un doctorat "honoris causa", que les États-Unis ne resteraient pas les bras croisés si le souveraineté du territoire canadien est menacée par un autre empire.

Après avoir affirmé son amitié pour le Canada, membre de la Société des Amériques, M. Roosevelt a fait observer que les Américains ne sont pas des continents lointains aux quels les remous des controverses au delà des mers ne pouvaient ni apporter bénéfice ni causer préjudice. Tout au contraire, dit-il, nous, deux Américains, nous sommes devenus le point de mire de tous les offices de propagande et de tous les États-Unis au delà des mers. Le Dominion du Canada fait partie de la fraternité de l'Empire britannique. Je vous donne l'assurance que le peuple des États-Unis ne verra pas les bras croisés si la souveraineté du sol canadien est menacée par un autre empire.

Portant la parole deux jours après le secrétaire d'État Cordell Hull, qui a proposé un nouveau programme en sept points pour assurer la paix universelle, le président Roosevelt a dénoncé en termes vigoureux les actes de brutalité sans retenue et d'intégration antidémocratique commis par des gouvernements, mais sans nommer aucun pays.

La responsabilité des Américains. Le thème principal du discours du président des États-Unis portait sur la civilisation et la culture qui transcendent les frontières et la responsabilité des Américains qui doivent maintenir la tradition du libre échange des idées entre nations.

Les États-Unis et le Canada ont de bons voisins, dit-il, parce qu'ils ont des idéaux communs, qu'ils font valoir leurs droits avec franchise, qu'ils rejettent les habilités de la diplomatie secrète, qu'ils régissent leurs différends par voie de consultation et qu'ils abordent la discussion de leurs problèmes communs dans un esprit de dévouement au bien commun.

L'opinion publique dirige la politique.

Nous ne pouvons empêcher nos chefs, dit-il, d'écouter M. Roosevelt de se faire une opinion sur la brutalité sans retenue, l'intégration, et la responsabilité des Américains, sur la violation des droits individuels reconnus. Tout ce qu'un gouvernement peut faire, c'est de contribuer à ce que les faits soient connus et loyalement exposés. Un pays où l'on jouit de la liberté d'opinion ne peut empêcher chaque citoyen d'examiner la preuve et de rendre son verdict; et c'est l'ensemble de ces verdicts particuliers qui

constituent la dernière analyse le verdict national. C'est ce que nous entendons lorsque nous affirmions que c'est l'opinion publique qui dirige la politique. Il est juste qu'il en soit ainsi.

De toutes les dévastations causées par la guerre, il n'en est pas de plus tragique que la destruction des propriétés normales de l'esprit humain. La vérité n'a plus de place parce qu'elle est repoussée par l'émotion. L'humanité succède à la tolérance. Et la pensée humaine ne saurait avancer dans une telle atmosphère.

Notre contribution à la paix du monde.

Heureusement, dit-il, terminant le président Roosevelt, le Canada et les États-Unis, grâce à leur amitié et à leur entente commune, peuvent envisager d'un oeil calme toutes les éventualités, déterminées, ne sachant aucune voie ou aucune technique qui peuvent contribuer, si nos espoirs se réalisent, à assurer la paix du monde. Et si nous sommes déçus dans ces espoirs, nous pouvons nous en remettre à Dieu, qui est le Seigneur au moins demeurera la force pour la civilisation pour fleurir sans entraves.

FRANCO REFUSE L'EVACUATION DES ETRANGERS

Il serait convaincu qu'il ne peut pas gagner la guerre sans l'aide de Mussolini.

LONDRES. — Le général Franco, dans une note diplomatique publiée dimanche soir, pose des conditions telles au retrait des troupes étrangères d'Espagne qui se résument à considérer comme un refus.

France accepte le principe et propose que 10,000 hommes soient retirés de chaque côté, mais à la condition seulement que les 26 nations représentées dans le comité de non-intervention lui accordent les droits de belligérant.

La Presse Associée dit qu'un accusé Mussolini d'avoir dicté la réponse de Franco.

Ce refus semble devoir remettre à une date indéfinie la reprise de l'amitié anglo-italienne.

MONTREAL. — Samuel-William Jacobs, C.R., premier juif à la Chambre des Communes, en son discours de dimanche, dit qu'il était député de Cartier (Montreal) depuis 1917.

UN DISCOURS QUI EST ACCUEILLI AVEC ENTHOUSIASME A LONDRES

On considère la déclaration du président Roosevelt comme propre à renforcer l'alliance franco-anglaise contre les nations totalitaires.

LONDRES. — La Grande-Bretagne a accueilli avec enthousiasme l'important discours prononcé par le président Roosevelt à Kingston, Ontario, le considérant comme une nouvelle et positive promesse susceptible de rendre l'alliance anglo-française encore plus formidable et de faire des nations totalitaires européennes fortement armées.

Les hauts fonctionnaires du gouvernement ont refusé de commenter les paroles de Roosevelt avant d'avoir analysé ses déclarations dans tous leurs détails. Dans son allocution, le président a déploré la "brutalité sans frein" de certains régimes étrangers et formulé la promesse que les États-Unis sauraient aider le Canada à se défendre en cas d'attaque. Cette promesse a soulevé un enthousiasme considérable.

Mr. Foreign Office, on a hâte d'apprendre le discours que le président Roosevelt vient de faire. Les États-Unis, avançant une tentative d'union contre le Canada, devraient être armés et les forces américaines combattre aux côtés des armées et de la flotte britannique pour défendre le Dominion.

Si cette interprétation est fondée, dit-on, elle signifierait une extension de la fameuse doctrine Monroe et

La Vérendrye reçoit le calumet de paix à la Fourche



Le chef indien est personnellement par Philip H. Godsell, écrivain et traitant bien connu. La Vérendrye par Arthur Bonin, directeur du Cercle Maïre, à qui le Gouvernement français vient de décerner les palmes académiques. Le calumet de paix fut partie de la collection de M. Godsell, prête au Musée du Manitoba, à l'Auditorium de Winnipeg.

L'arrivée de La Vérendrye à la fourche des rivières Rouge et Assiniboine, le 24 septembre 1738, sera reconstituée dans le pagueur que l'on représentera le 3 septembre et du 6 au 10, à l'Auditorium de Winnipeg. La gravure ci-dessus montre un chef indien offrant à La Vérendrye le calumet de paix. Un prêtre et un explorateur, se tiennent auprès de lui.

Le geste de la province de Québec

La province de Québec ne devait à elle-même de faire quelque chose pour son glorieux fil qui l'on va honorer la semaine prochaine au Manitoba. Les organisateurs manitobains — Anglais comme Canadiens français — escomptent l'appui de la vieille province dont la devise "Je ne recule pas" symbolise l'attachement à la tradition et à la belle de la Nouvelle-France. Et ces messieurs n'ont pas été déçus. Samedi après-midi, le Président général recevait un télégramme de l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre, conçu en ces termes:

"Je vous félicite de votre louable initiative. Je serai malheureusement absent de la province au début de septembre et je serai privé du plaisir et de l'honneur de prendre part aux fêtes en l'honneur du Grand La Vérendrye et de vous rencontrer, ainsi que les représentants qui seront présents. La Province sera représentée par l'honorable Onésime Gagnon, ministre des Mines et des Pêcheries, par M. Alexandre Taché, député de Hull et M. Auguste Biver, député de Châteauguay. Il me fait plaisir de vous remercier un oeil de 12,500,000, que nous aurions voulu plus considérable, mais qui doit être limité à cause des nombreux besoins et des moyens évidemment restreints de la province".

Ce geste et cette dépêche se passent de commentaires. Jamais peut-être les Canadiens français du Manitoba ne se sentent plus unis à leurs frères de la vieille province que durant ces jours où nous nous célébrons la mémoire du grand découvreur. Et cette union morale et spirituelle, nous la devons en partie à l'attitude si sympathique et si sage si noble que vient de faire la vieille province par la voix de son chef. Vive Québec!

L'hon. Maurice Duplessis

Pacte commercial impossible

WASHINGTON. — Le secrétaire d'État, M. Cordell Hull, a indiqué qu'il ne saurait être question d'un pacte commercial avec l'Allemagne, si le gouvernement nazi n'abandonne pas ses méthodes commerciales actuelles.

COLONS ANGLAIS POUR LE CANADA

Un nouveau projet d'immigration britannique subventionné par le gouvernement de Londres.

WILLIAMS, LAKE, C.B. — Sir Henry Page Croft a demandé aux Canadiens d'ouvrir de nouveaux les portes à l'immigration britannique et d'exposer un projet en trois points pour l'établissement de colons anglais aux terres du Canada. Le projet est en mesure d'avancer l'argent nécessaire au succès de l'entreprise.

Les principales caractéristiques du projet de Sir Henry Page Croft sont le choix rigoureux des colons, qui devront répondre à certaines exigences, l'octroi à chacun d'une somme suffisante pour assurer son bien-être pendant les deux premières années, le rajoutement aux frais des gouvernements intéressés de ceux qui ne pourront pas réussir.

Pour ce qui est des frais d'un projet d'établissement d'immigrants anglais sur une grande échelle, Sir Henry Page Croft a rappelé que la

Tous au Pageant le 3 septembre

Les Canadiens français de tout le Manitoba sont invités à assister à la première représentation de l'opéra "L'Indien" le samedi soir 3 septembre. Chacun de ces soirs est son patronage de quelque association ou groupe; ainsi, mardi soir, ce sont les "Service Clubs" de la ville, mercredi les autres clubs de Winnipeg, etc.

Nous avons cru que le samedi soir accommoderait mieux nos gens, surtout ceux de la campagne. Alors samedi soir sera la soirée française et nous sommes invités à y assister particulièrement. Cette soirée marque l'ouverture de nos files et il convient que nous soyons là dès le début pour encourager nos acteurs et donner le ton.

Donc à samedi soir 3 septembre, à huit heures et demi à l'Andrienne. Cela s'adresse à tous nos compatriotes, de la ville comme de la campagne.

Antoine d'ESCHAMBAULT, père, Président général.

LA SEMAINE DE QUARANTE HEURES INCOMPATIBLE AVEC LA SITUATION

Daladier annonce son intention de la modifier. — Deux de ses ministres démissionnent et sont immédiatement remplacés.

PARIS. — Ludovic Frossard, ministre des travaux publics, et Paul Ramadier, ministre du travail, ont démissionné subitement lundi, à la suite d'un discours de M. Daladier prononcé dimanche soir. M. Daladier proposait de supprimer la semaine de 40 heures.

Le premier ministre les a remplacés rapidement, afin d'éviter la démission de son cabinet. M. Daladier a nommé M. Monzie ministre des travaux publics et Charles Pomaret ministre du travail. Ces démissions ont marqué le premier désaccord réel dans le cabinet de "défense nationale" depuis sa formation, le 10 avril.

Le coup d'État. Les chefs politiques, rappelés que Hitler lui la main sur l'Autriche, ont décidé de modifier le programme du Front populaire, en mars dernier, qui portait d'ailleurs au pouvoir M. Daladier. Celui-ci, qui est aussi ministre de la Défense nationale, a profité des grandes manœuvres de l'armée allemande pour insister auprès de ses compatriotes sur le besoin urgent d'agir.

NOUVELLE OFFENSIVE DE FRANCO

Les nationalistes annoncent qu'ils ont fait environ 5,000 prisonniers et infligé de lourdes pertes aux militaires rouges.

MENDACE. France. — Les nationalistes annoncent qu'ils ont fait environ 5,000 prisonniers et infligé de lourdes pertes aux militaires rouges. Les nationalistes ont fermé la frontière comme ils ont l'habitude de le faire toutes les fois qu'ils sont à la veille de lancer une offensive importante. Le haut commandement nationaliste a ensuite confirmé la nouvelle que Franco dirigeait les opérations de la nouvelle offensive. Le généralissime a choisi le général Juan Vignat chef d'état-major de l'armée de terre, comme son propre chef d'état-major. Plusieurs officiers nationalistes ont été envoyés en Espagne pour rejoindre les unités. On annonce d'importantes manœuvres de troupes.

POUR UNE REPRISE ECONOMIQUE ET L'ORDRE INTERNATIONAL

Un programme en sept points de M. Cordell Hull, secrétaire d'État des États-Unis. — Le danger de l'anarchie internationale et du conflit armé.

WASHINGTON. — Le secrétaire d'État des États-Unis, M. Cordell Hull, a prononcé un discours important à travers le monde entier pour inviter toutes les nations à adhérer à un programme en sept points fondé sur le respect du droit international afin de provoquer une reprise économique et de rétablir l'ordre international. Le programme est le suivant:

- 1) L'abolition de tout recours à la force en politique, l'abolition de toute intervention dans les affaires internes d'un autre État, le règlement des différends entre États par voie de négociations et d'entente;
- 2) l'adhésion aux principes de base du droit international comme règle de conduite pour les nations;
- 3) le respect des traités qui pourrout être modifiés selon les exigences des circonstances en suivant une procédure régulière dans un esprit de collaboration;
- 4) l'abolition de tout recours à la force en politique, l'abolition de toute intervention dans les affaires internes d'un autre État, le règlement des différends entre États par voie de négociations et d'entente;
- 5) la limitation et la réduction graduelle générale des armements;
- 6) la collaboration entre les représentants des différents nations, les échanges intellectuels afin d'assurer les peuples à se comprendre les uns les autres;
- 7) le recours à tous les moyens possibles de coopération internationale afin d'assurer l'existence de ce programme.

